

1997-2000

COLLEGE INTERARMÉES



DE DÉFENSE



MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

# **LA CHINE ET LA NECESSAIRE TRANSITION.**

Lieutenant-colonel Olivier de La Motte  
Collège Interarmées de Défense  
Division C - groupe C3

Décembre 1997

## Résumé

Que ce soit pour résoudre ses problèmes internes ou au point de vue des relations extérieures, la Chine ne peut plus vivre enfermée sur elle-même. Malgré son attitude de repli, elle a toujours manifesté le désir de jouer un rôle influent dans le monde. Elle ne pourra pas le faire sans se plier à certaines règles qui régissent les relations internationales, et donc passer par une nouvelle transition.

## Table des matières

<b>1. DES REFORMES SONT NECESSAIRES</b>	<b>4</b>
1.1 DONNEES PHYSIQUES ET HUMAINES	4
1.2 ECONOMIE ET INDUSTRIE	5
<b>2. LOGIQUE ET MOYENS D'OUVERTURE</b>	<b>6</b>
2.1 SITUATION SUR LA SCENE INTERNATIONALE	6
2.2 OBJECTIFS POLITIQUES ET ECONOMIQUES	7
<b>3. VOLONTÉ D'UNE TRANSITION.</b>	<b>8</b>
3.1 DIFFICULTÉS INTERNES	8
3.2 UN AVENIR POUR LA CHINE	9
<b>4. CONCLUSION</b>	<b>12</b>

## La chine et la nécessaire transition.

Depuis le 1er juillet 1997, Hong Kong dépend à nouveau de la souveraineté chinoise. Les campagnes publicitaires orchestrées autour de cet événement sur l'ensemble du territoire, ainsi que la brièveté et le formalisme des cérémonies, ne laissent aucun doute sur la volonté des dirigeants chinois : Hong Kong revient de droit à la Chine. Le nouvel ensemble Chine-Hong-Kong, défini par la devise : "Un pays, deux systèmes", est sans équivalent au monde. Il n'est pourtant pas facile de distinguer dans cette rétrocession la part due à un nationalisme chinois renaissant, de celle qui serait due à une hégémonie communiste.

L'actualité place ainsi de plus en plus la Chine au premier plan. Celle-ci semble devoir jouer un rôle important, qui lui reviendrait de droit. Assisterons-nous effectivement à une ouverture sur le monde, ou bien la Chine conservera-elle son comportement autarcique ?

Alors que le peuple chinois a payé un lourd tribut aux révolutions fondamentales du 20ème siècle, seuls les systèmes industriel et agricole ont véritablement connu des transformations structurelles. Tout ce qui touche à la vie sociale, l'économie ou l'organisation de l'état semble étrangement ne pas évoluer. Les différents régimes étatiques sont en effet demeurés profondément centralisés, et les dirigeants de tous niveaux y agissent comme des mandarins. Cet immense territoire garde aux yeux du monde l'image ancestrale de l'Empire du Milieu. La situation internationale semble propice, de nos jours, à l'avènement d'une nation de moyenne puissance. Aussi ce pays paraît ouvrir ses frontières, et enfin vivre aujourd'hui une lente mutation vers ce que l'on pourrait appeler un "état nation".

Effectivement, que ce soit pour résoudre ses problèmes internes ou du point de vue des relations extérieures, la Chine ne peut plus vivre enfermée sur elle-même. Malgré son attitude de repli, elle a toujours manifesté le désir de jouer un rôle influent dans le monde. Elle ne pourra pas le faire sans se plier à certaines règles qui régissent les relations internationales, et donc passer par une nouvelle transition.

Dans une première partie sont abordés les éléments fondamentaux qui déterminent la Chine, apportant des premiers éléments de réponse pour justifier une transition. Ensuite les atouts du pays en matière d'évolution sont présentés, permettant d'analyser ses capacités à initier des changements. Dans une troisième partie, une étude plus fine des réformes déjà engagées et des problèmes rencontrés donne une évaluation effective, de la situation de la Chine sur cette voie du changement. C'est l'occasion d'essayer de justifier les domaines dans lesquels les réformes sont le plus indispensables, et d'imaginer quelques orientations futures.

## **1. DES REFORMES SONT NECESSAIRES**

Il peut paraître difficile de dissocier les différents éléments qu'il faudrait prendre en compte, lors de l'analyse géopolitique d'un pays. Néanmoins, pour tenter de dégager les grandes tendances qui déterminent une nation, il est nécessaire de présenter différentes approches, tant physique que sociale ou économique.

### **1.1 DONNEES PHYSIQUES ET HUMAINES**

Cette réflexion sur l'étude des fondements physiques est d'autant plus vraie pour la Chine qu'elle se caractérise par son immensité dans de multiples domaines. Forte de sa superficie (9 650 000 km<sup>2</sup>), au troisième rang mondial, elle se classe incontestablement sur la scène internationale parmi les grands pays (carte annexe 1). Vue de notre monde occidental, elle s'identifie plus à un immense espace qu'à un territoire aux frontières précises.

Dans les régions arides de l'ouest, peu fertiles, les limites se déterminent davantage par la géographie que par la politique. La Chine n'a d'ailleurs jamais connu, au cours de son histoire, de frontières clairement définies avec ses voisins. L'ensemble reste un espace flanqué de déserts et de hauts plateaux, qui filtrent les influences extérieures. Sans l'isoler complètement, ces obstacles naturels n'en ont pas moins largement contribué à limiter les apports extérieurs. Ils ont participé à la préservation d'une société confinée, peu apte au progrès. Les conditions géographiques ont souvent incité les Chinois à préférer les solutions de type autarciques. « Nous avons eu une compréhension étroite de l'autosuffisance ; en réalité nous avons isolé le pays des échanges internationaux » déclare un haut responsable chinois.

Les habitants de ce pays sont à 92 % d'origine Han. Leur nombre exceptionnel, estimé à 1 200 millions, et leur apparente unité culturelle renforce encore l'image traditionnelle d'un vaste espace unifié. Ce chiffre élevé, qui s'accompagne d'un taux d'accroissement naturel important de la population, rend la gestion de la société difficile à mener. Des études précisent, par exemple, que 600 millions serait le nombre souhaitable d'habitants, pour atteindre un niveau de vie comparable à celui de l'occident.

La population reste essentiellement rurale avec un faible niveau de vie, dans une société très conservatrice. Après avoir prôné la culture de masse, les autorités chinoises ont peu à peu été sensibilisées aux problèmes que pose l'organisation de la vie sociale de cette population : démographie galopante et difficulté d'alimentation. Les politiques de régulation des naissances donnent des résultats peu probants. Actuellement 120 millions de personnes sont des migrants potentiels, à cause des risques de famine. La Chine se trouve ainsi confrontée à de véritables défis, qui ne peuvent d'ailleurs être négligés par l'ensemble des nations.

## 1.2 ECONOMIE ET INDUSTRIE

Sans tenir compte de la nouvelle situation, induite par la rétrocession de Hong Kong, le PNB global est en perpétuelle augmentation. Malgré cela, le PNB divisé par le nombre d'habitants est évalué à 450 \$. Ce niveau correspond à celui des pays en voie de développement. Le système économique est celui d'une société qui demeure essentiellement rurale. Très attaché à sa culture traditionnelle, chaque paysan effectue un travail minutieux et cultive la moindre surface de terre. Chacun a en mémoire les conséquences du « Grand Bond en avant », prôné par Mao Ze Dong dans les années soixante, avec son lot de famines. L'échec retentissant de cette collectivisation accélérée n'a fait qu'encourager les chinois à rester fidèles à leur mode de vie ancestral. Aujourd'hui, plusieurs inconnues pèsent lourdement sur cette économie. Ceci est d'autant plus vrai que le ralentissement de la croissance est devenu perceptible au premier semestre 1996, avec une chute en dessous de 8 % en rythme annuel, alors qu'elle se situait à 13,4 % en 1994. Ces chiffres paraissent élevés, mais c'est un bilan faible pour un pays en voie de développement, qui se veut en pleine expansion.

La construction de voies de communications, et la mise en oeuvre de plans quinquennaux n'ont pas permis à l'économie d'ensemble de réellement démarrer. Il existe en fait trois entités socio-économiques très disparates. La première, qui correspond à la façade maritime du nord au sud, est très industrialisée et peut prétendre à un statut de Chine semi-développée. Au centre les grandes plaines céréalières connaissent un niveau de vie acceptable, mais elles sont surpeuplées. Les marches de l'ouest restent en revanche pauvres, et les conditions de vie y sont très difficiles. Ces clivages sont entretenus par le faible niveau des échanges intérieurs. L'existence d'inégalités sociale et régionale découle de cette croissance désordonnée. Les revenus ont baissé ou stagné dans 13 provinces de l'ouest entre 1984 et 1992, alors qu'ils augmentaient de 5 % sur la façade maritime.

La production céréalière se place actuellement au premier rang mondial, et elle est essentielle pour le pays. Or son avenir est remis en cause. Les difficultés rencontrées sont dues à la place toujours plus importante de l'économie urbaine, à l'érosion des sols, à la démotivation des paysans ou à la désertification (1000 km<sup>2</sup>/an). Ces phénomènes se déroulant à une vaste échelle, ils paraissent difficiles à endiguer. Le gouvernement de Pékin doit avoir recours à l'importation pour subvenir à ses besoins.

Avec environ 1% des entreprises, le secteur industriel d'état occupe en Chine une place apparemment minoritaire, les autres entreprises étant privées. La contribution de l'Etat, actuellement en baisse permanente, correspond cependant à 34% de la production nationale. De plus, ces entreprises d'Etat gardent un poids plus important en terme d'investissement. Elles pèsent donc lourdement sur les capacités industrielles du pays. Or la situation est rendue difficile pour ces sociétés, car elles ne gèrent qu'une partie infime de leurs profits, le reste étant remis à l'Etat. Les produits sont parfois facturés à un coût inférieur au prix de revient. Un nombre croissant sont en faillite ou paient leurs employés de façon irrégulière, alors que les réformes mises en place privilégient certains aspects sociaux. Le surplus de main d'oeuvre est d'ailleurs évalué à 30%.

L'épargne est importante mais gaspillée pour le financement de structures inefficaces. Elle a été rendue possible par l'apport de capitaux étrangers, mais elle

ne suscite que peu de gain de productivité. Quant au potentiel en énergie, il demeure très élevé. Dans le domaine du nucléaire les objectifs sont d'assurer 15 à 20 % de la fabrication d'électricité. Les systèmes d'exploitation y sont pourtant encore archaïques, comme ceux utilisés pour assurer la production de gaz naturel ou de pétrole.

Ainsi, la tentation d'un monde clos est encore grande. Malgré de nombreuses tentatives modernes d'ouverture, la croissance autarcique reste le pilier de l'économie. Des efforts ont déjà été réalisés depuis une quinzaine d'années pour industrialiser certaines régions du centre, et favoriser ainsi le développement d'économies locales. Cependant, les structures actuelles ne permettent pas de sortir de l'état de pays en voie de développement. Les ressources alimentaires ne suffisent pas actuellement, pour subvenir aux besoins d'une population en forte augmentation. La poursuite de la croissance passe par une modification profonde de la société et suppose donc encore des réformes sociales difficiles.

## **2. LOGIQUE ET MOYENS D'OUVERTURE**

Ces fondements géographique et économique montrent les défaillances de la société chinoise actuelle. L'analyse des atouts du pays apporte un éclairage nouveau sur les possibilités d'évolution. La position de la Chine sur la scène internationale participe sans conteste à son développement.

### **2.1 SITUATION SUR LA SCENE INTERNATIONALE**

La politique étrangère de Pékin trouve naturellement sa raison d'être en Asie, car c'est là que se détermine sa puissance ou son impuissance. La compréhension de la conception chinoise de la frontière est essentielle pour aborder l'étude des relations avec ses voisins. Historiquement l'Empire du Milieu ne connaissait que le concept de civilisation. Celle-ci, très puissante, a beaucoup influencé ses proches voisins, qui adhéraient donc à cette idée d'espace chinois. On ne peut pas négliger aujourd'hui ces notions du passé. Lorsque l'on voit la Chine revendiquer des territoires ou des îles qui ne lui appartiennent pas, on mesure à quel point ces traditions sont encore présentes. Malgré son enfermement, nul ne lui a jamais contesté son statut de puissance régionale.

L'étude générale de la population doit tenir compte du nombre important de Chinois à l'étranger. Ceux d'Outre-mer, regroupés essentiellement dans les pays d'Asie du Sud Est, forment des colonies nombreuses. Longtemps méprisés par Pékin, leur dynamisme économique et leur attachement au continent les rendent aujourd'hui très influents. Singapour est chinois par exemple ! Depuis 1978, Pékin émerge comme un des partenaires majeurs de l'Asie. Des contacts se font sur le plan commercial d'une part, mais aussi, dans une moindre mesure, sur le plan financier. Ces Chinois d'Outre-mer semblent tout désignés pour créer puis entretenir des relations avec le continent.

En dehors de l'environnement régional, la Chine a toujours entretenu des relations particulières avec les deux grandes puissances mondiales que sont la Russie et les Etats Unis. Dans les années cinquante, elle est très influencée par l'URSS d'un point de vue idéologique. Elle apparaît très vite sous la coupe économique de ce puissant voisin. Cependant, elle ne peut supporter cette

subordination permanente, même si celle-ci garantit sa sécurité. Ce constat l'amène à engager, entre 1971 et 1972, des négociations avec les Etats Unis.

Il est difficile aujourd'hui de parler véritablement du "triangle stratégique" : Moscou-Pékin-Washington. Les trois partenaires ne paraissent pas sur le même pied d'égalité, la Chine étant la moins libre de ses mouvements. Il s'agit ici plus de relations bi-latérales, chacun y trouvant des avantages. Avec le déclin de l'idéologie maoïste et révolutionnaire depuis 1976, la Chine a tendance à accepter les conséquences d'une intégration internationale dont elle tire grand profit. Malgré de grandes divergences idéologiques, chacune des deux grandes puissances tient à conserver des liens avec ce vaste territoire asiatique. La Chine devient incontournable !

## 2.2 OBJECTIFS POLITIQUES ET ECONOMIQUES

Economiquement, les autorités chinoises ont pris la mesure des enjeux à surmonter, les réformes engagées le prouvent. En 1978, après 30 ans de régime maoïste, l'état de sous développement de la société chinoise ne laisse aucun doute : c'est l'échec. Une nouvelle politique économique fait son apparition, les entreprises privées sont autorisées. La modernisation du pays se poursuit les années suivantes grâce l'encouragement à la consommation et à la création de sociétés mixtes. Celles-ci permettent d'assimiler les techniques étrangères et de fabriquer des produits destinés à l'exportation. La création de zones franches attirant des capitaux étrangers est la dernière étape de cette nouvelle politique avant la rétrocession de Hong Kong (voir carte en annexe 2). Les objectifs sont clairs : permettre au pays de se développer, et pour cela rattraper les retards accumulés.

En politique étrangère, le souci d'indépendance a toujours été très marqué. Le gouvernement de Pékin crée des relations parfois artificielles avec les autres pays du tiers monde, dont elle se veut le leader, offrant une troisième solution aux affrontements de la guerre froide. Ses différends avec l'Inde, autre pays non aligné, ne l'aident pas dans cette politique. Cette hantise d'autonomie est aujourd'hui menacée par sa propre politique économique. En effet, le pays vit une situation de dépendance à double titre. Ses besoins en ressources énergétiques augmentent et il est tributaire de technologies de pointe, qu'il ne maîtrise pas. La Chine poursuit alors une politique régionale, qualifiée d'hégémonique par les pays de l'ASEAN. Pour pallier ses déficiences énergétiques, la Chine communiste revendique effectivement des archipels en mer de Chine du Sud, susceptibles de lui procurer des matières premières.

L'outil militaire a longtemps été principalement la colonne vertébrale du régime, avec l'APL (Armée Populaire de Libération), outil de la révolution, et constituée de gros bataillons terrestres. Le spectre de la guerre populaire a d'ailleurs sans doute protégé la Chine à deux reprises depuis vingt ans. Quand elle a quitté l'alliance soviétique d'une part, puis quand l'escalade de la guerre américaine en Indochine s'est arrêtée à ses portes, alors qu'elle entretenait le conflit. Mais, le coût d'une telle armée et les nouveaux objectifs territoriaux désignés ont incité Pékin à des restructurations importantes. La marine et l'Armée de l'air ont

été les grandes bénéficiaires de ces réformes qui permettent au pays de se doter de moyens de s'imposer sur la scène internationale.

Le regroupement des territoires traditionnellement chinois, Hong Kong, Macao ou Taïwan est l'occasion de développer en politique intérieure un nationalisme exacerbé. La crise de Taïwan se comprend à travers cette crise d'identité du continent, et la volonté de manifester son autorité. L'intervention américaine a passablement brouillé les cartes, laissant chacun des protagonistes dans une certaine expectative. Cet incident démontre une nouvelle fois le désir de jouer un rôle de premier plan, au moins du point de vue régional.

La Chine a donc toujours conservé une position privilégiée sur la scène internationale. Elle est reconnue en tant que puissance régionale et apparaît aux yeux de Washington et Moscou comme un partenaire dont il faut tenir compte. Elle manifeste une politique ambitieuse pour essayer de gagner une position de leader régional, et elle cherche à se doter de moyens militaire et économique pour cela. Autant de points qui permettent de penser que la Chine possède beaucoup d'atouts pour garantir son évolution et donc assurer sa transition.

### **3. VOLONTÉ D'UNE TRANSITION.**

Dans une première partie nous avons vu que des réformes sont indispensables pour permettre à Chine d'accéder à un rang de grande puissance. Elle possède bien des atouts qui la conforterait dans ce rôle, au moins du point de vue régional. Une analyse plus fine de la situation actuelle permet alors d'évaluer les difficultés à surmonter, et éventuellement d'imaginer un futur proche.

#### **3.1 DIFFICULTÉS INTERNES**

Il est important de préciser quelques aspects développés dans la première partie pour essayer de mieux appréhender l'esprit avec lequel les Chinois tentent de résoudre leurs difficultés. La taille du pays et son histoire les prédisposent naturellement à trouver un équilibre interne pour subvenir à leurs besoins. Or, d'un point de vue intérieur, la Chine connaît toujours d'importants facteurs d'instabilité. Rappelons que le plus préoccupant est lié à la démographie. Les autorités chinoises ont déjà montré une volonté déterminée pour endiguer ce phénomène. Ils ont établi de nombreuses politiques de planification familiale, parfois de façon draconienne. Mais la croissance reste très élevée, avec les problèmes de santé et de seuil de pauvreté que cela induit. Autant d'aspects qui non seulement soulignent l'échec des politiques sociales menées depuis 50 ans, mais surtout qui laissent entendre que la Chine n'est pas capable seule de résoudre des problèmes de cette ampleur.

Mais les Chinois ne sont pas prêts à demander une aide extérieure pour résoudre leurs difficultés internes. Ils craignent en effet les interventions de la commission des droits de l'Homme de l'ONU, que ce soit à propos des prisonniers politiques, ou de la question tibétaine. Le régime de Pékin a remis en cause les orientations prises pendant les révolutions, mais n'a jamais reconnu le bilan officiel des victimes. Au cours de l'ère maoïste, ces différentes révolutions auraient causé la mort de 65 à 80 millions de Chinois. Les dissidents chinois parlent même de 160

millions de victimes. Parmi ces victimes, il faut compter 1,2 millions de Tibétains. Jiang Zemin lui-même reconnaît que la paix au Tibet est cruciale pour le succès des réformes. Les relations avec la communauté internationale se sont encore enflammées pendant la crise de Tienanmen en 1989. Pékin cherche depuis à imposer une nouvelle conception des droits de L'Homme et de la démocratie, manifestant par là son esprit d'indépendance. Les autorités chinoises redoutent une déstabilisation intérieure sur ces questions, ceci explique leur attitude de défi. Trop de questions restent cependant en suspend. Les prisonniers en camp de travaux forcés, dont bon nombre sont politiques, ou les méthodes d'administration de certaines provinces de l'ouest ne favorisent pas la diffusion de cette nouvelle conception.

La Chine a déjà manifesté ses capacités à évoluer, et connu ce que l'on pourrait appeler des transitions. La première, après la mort de Mao Ze Dong en 1976, est politique. L'avènement de Deng Xiaoping marque le déclin de l'idéologie maoïste et révolutionnaire. Pourtant les événements semblent manifester une attitude figée dans les positions politiques. L'autre réforme est économique et date de 1978. La nouvelle "économie sociale de marché " s'enlise cependant devant l'inertie des bureaucraties centrales et locales. Ces tentatives avortées ne plaident pas en faveur d'une nouvelle transformation efficace des institutions et structures. Les autorités savent que l'ouverture au commerce international entraînera tôt ou tard une remise en cause du système politique. De plus, la société chinoise connaît une corruption endémique, elle a toujours connu le principe du clientélisme à travers les mandarins.

De nos jours, certains trafics seraient même organisés par l'armée. Cet état de fait serait induit par la restructuration de l'outil militaire, qui ne va pas sans créer quelques remous au sein de l'APL. Les militaires ne sont pas prêts à perdre leurs prérogatives. Longtemps sollicités par le régime comme fer de lance de la révolution, ils ont encore été les acteurs principaux pendant les crises de Tiananmen en 1989, et Taiwan en 1996. Ils pourraient aujourd'hui servir le nationalisme montant, mais leurs revendications gênent la modernisation générale du pays.

Les avantages acquis et la volonté manifestée ne doivent pas cacher les difficultés. La dimension de la Chine l'amène naturellement à chercher à résoudre ses problèmes internes, mais c'est également une source d'inertie pour les réformes. L'enfermement politique des dernières années a créé des situations dont il est difficile de se dépêtrer. La Chine doit oser s'ouvrir à l'extérieur.

### **3.2 UN AVENIR POUR LA CHINE**

L'avenir de l'empire chinois se trouve donc dans une ouverture sur le monde. Pour cela il peut s'appuyer sur son fabuleux potentiel, malgré son enlèvement dans des situations inextricables. La difficulté majeure, pour essayer de savoir quelle sera sa situation d'ici dix à vingt ans, tient essentiellement au fait qu'il ne réagit pas selon les critères occidentaux. Son attitude et ses changements radicaux au cours des dernières années le prouvent. L'article du Figaro, en annexe 3, est à ce titre représentatif de la vision occidentale de ce pays. Le plus déroutant est cette capacité à mener de front une politique internationale forte et une gestion intérieure au bord de la crise.

Néanmoins, de nombreux faits nouveaux, apparus depuis une dizaine d'années, permettent d'établir quelques pronostics. Le premier est d'ordre économique. L'Asie tient une place importante dans l'économie mondiale. Ceci reste vrai en dépit des problèmes financiers de la fin de l'année 1997. Dans ce contexte, la Chine présente un marché gigantesque et pratiquement vierge de toute pénétration commerciale. Elle est actuellement une solution pour absorber l'excédent de l'économie mondiale. La crainte d'un déficit structurel chinois serait d'ailleurs la cause de la montée des prix mondiaux du blé, prouvant ainsi son influence. A l'heure où la main d'oeuvre coûte de plus en plus chère, le potentiel d'ouvrier chinois à bon marché constitue un réservoir inépuisable. Cela pourrait induire, à moyen ou long terme, une croissance analogue à celle des " Dragons de l'Asie du sud-est ". Elle peut profiter de cette situation pour s'ouvrir progressivement à l'économie de marché. Pour l'instant seules certaines régions ont pu en bénéficier, créant ainsi des inégalités supplémentaires.

La position régionale forte de la République Populaire de Chine en fait un allié privilégié des américains pour résoudre un des derniers fronts de la guerre froide : le problème coréen. Il peut paraître paradoxal que le Japon, allié de toujours des Etats Unis, soit absent de ces négociations. En dehors du domaine économique, l'Empire du soleil levant a, depuis cinquante ans, entretenu une relation de vassal vis à vis du puissant ami. La diminution de la présence américaine en mer de Chine remet en cause la sécurité dans la zone. Malgré les derniers accords américano-japonais, le Japon sera contraint de normaliser encore ses relations avec la Chine, la stabilité en Asie en dépend.

Au point de vue industriel, les technologies nouvelles, en télécommunication ou transport, offrent aux pays en voie de développement l'occasion d'accomplir des progrès considérables. Grâce à l'utilisation de satellites ou d'avions, les infrastructures importantes développées en occident n'apparaissent plus nécessaires. Heureusement, car celles-ci deviendraient gigantesques à l'échelle de ce territoire. Le barrage des trois gorges, le plus puissant du monde, dont les travaux ont été lancés en novembre 1997, en atteste.

Tous ces éléments politiques, économiques et humains laissent supposer que la situation n'a jamais été aussi favorable, pour renforcer l'influence de la République Populaire de Chine dans le monde. Elle est en passe de trouver une situation d'équilibre très stable dans ses relations extérieures. Même si la centralisation du pouvoir et surtout son manque d'assouplissement sont très critiqués, personne ne prendra le risque d'affaiblir le régime de Pékin. Cela induirait, effectivement, des conséquences de l'ampleur de celles qui ont fait suite aux événements en ex-URSS, depuis 1991, rompant l'équilibre global. L'émergence de républiques musulmanes autonomes, avec l'éventualité de conflits régionaux aux frontières de ces deux grands voisins, serait trop préoccupante. Aussi, malgré des reproches du bout des lèvres de la communauté internationale, il paraît indéniable que les nations vont tout faire pour accélérer la régularisation de leurs relations avec la RPC. Les événements du dernier semestre 1997 confirment cette attitude de la part des Etats Unis et de la Russie. Ces constatations amènent à penser que le gouvernement chinois devrait connaître une situation assez privilégiée dans les cinq à dix ans à venir. La communauté internationale lui offre l'occasion de jouer un rôle important, tout en lui permettant de faire croître l'économie du pays. La tendance entretenue d'un régime fort pourra se justifier encore quelques années.

Cependant, en abordant déjà une deuxième phase de sa croissance économique, la Chine confrontera son essor extérieur à des obstacles sur les marchés étrangers. De plus, cette ouverture entraînera une évolution vers le libre échange plus vite que ne l'ont fait d'autres pays asiatiques, alors que les difficultés fondamentales ne trouvent pas de solutions réelles. Les réformes nécessiteront des dispositions socialement difficiles à prendre. Le peuple chinois mettra donc du temps avant de voir concrètement des améliorations importantes, dans sa vie de tous les jours. Les possibilités de communication qui lui seront offertes vont tôt ou tard lui apporter des images des conditions de vie à l'extérieur du pays. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, cette situation favorable pour le gouvernement actuel ne l'est pas foncièrement pour la Chine dans son ensemble.

Pour assurer la "paix sociale", Pékin ne pourra pas toujours jouer sur un nationalisme pur et dur, entretenu par la rétrocession de Hong Kong, ou l'éventuel retour de Taïwan dans le giron national. De même les inégalités sociales ne sauraient rester aussi marquées, surtout si la famine sévit. L'ampleur d'une nouvelle révolte dans ces contrées, et les répercussions engendrées sont difficiles à imaginer. Le pouvoir en place devra profiter de cette période de répit pour mettre en oeuvre ses réformes, délicates à envisager. En effet il ne s'agira plus de bâtir de façon arbitraire et avec autoritarisme de grands plans, mais bien de mettre en oeuvre un véritable projet de société.

En se fondant dans un premier temps sur l'ouverture du marché intérieur et sur les nouvelles possibilités offertes en terme de communication, il serait possible de résoudre les difficultés de subsistance, puis de susciter l'adhésion de la population à ce projet. Bien sûr le problème de l'autonomie des régions, comme le Tibet ou le Xinjiang au nord ouest, serait immédiatement soulevé par des minorités voulant profiter de ces ouvertures. C'est sur ce point qu'un gouvernement pourrait montrer sa volonté de mener des réformes en profondeur, en proposant des statuts particuliers, respectants les aspirations de chacun. Il est évident que le pouvoir ne pourrait plus être centralisé. Cette amorce de rupture avec le passé en induirait deux autres fondamentales. La première, en terme de justice, consisterait à faire disparaître la condition de prisonnier politique. La deuxième, plus difficile à faire admettre, serait de réorganiser l'Armée Populaire de Libération et de limiter sa participation au pouvoir.

Cette proposition de projet est ambitieuse et connaît des limites. Elle ne tient pas compte de la mentalité chinoise, mais se réfère à un modèle occidental. De plus les solutions aux problèmes de surpopulation et de corruption devraient être pris en considération très vite, au risque de faire échouer la moindre tentative d'évolution. Ces aspects supposent une adhésion du peuple chinois à ces notions de transition, car ils impliquent fortement une grande part de ses comportements sociaux fondamentaux. Ces perspectives peuvent donc paraître illusoires !

Il est cependant intéressant de noter l'absence de référence idéologique dans le discours de départ de Monsieur Li Peng, devant le parlement en mars 1998. Le mot publicité remplace même la sacro-sainte terminologie de propagande. Ceci peut apparaître comme un signe de volonté de changement. Plus encore la désignation à la tête du gouvernement de Zhu Rongji, un économiste, marque un tournant profond de la politique en général. Cela laisse entendre que la République Populaire de Chine est réellement consciente des futurs enjeux.

## 4. CONCLUSION

La Chine constitue naturellement un Empire intérieur et un Empire extérieur. Sa culture et son histoire la poussent à maintenir deux équilibres différents, l'un à l'intérieur de cet immense territoire, l'autre au contraire dans ses relations extérieures. Cette dualité se retrouve en permanence dans tous les aspects de ce pays. Il faut ajouter à cela sa taille et sa géographie, qui paraissent démesurées à nos yeux, d'autant que l'apparente unité du territoire lui confère l'image d'un espace imposant. Le pays oscille en permanence autour de ces deux équilibres, les atouts qu'il possède n'étant pas de même nature que les difficultés auxquelles il est confronté.

Il est alors d'autant plus difficile de prévoir les orientations que prendra la République Populaire de Chine, même dans un futur proche. Les derniers événements nous montrent qu'en dépit des querelles doctrinales et de l'archaïsme de l'administration, la transition économique chinoise a été conduite jusqu'ici avec pragmatisme et souplesse. Cela incite à parier sur les capacités d'adaptation futures, plutôt que sur l'échec naturel. Le régime en place a été très critiqué pour les options prises et les exactions qui en ont découlé. Il a su néanmoins imposer la Chine comme incontournable sur la scène internationale. Personne ne se risquerait à une nouvelle déstabilisation de l'ampleur de celle de l'ex-URSS quand elle s'est transformée en CEI. Les relations internationales apparaissent dans le cadre de cette étude comme autant d'éléments stabilisateurs. Pour cette raison, les relations entre la Chine et les autres grandes puissances, dont le Japon et l'Inde, ont été évoquées. Mais il n'a pas été jugé utile d'en détailler les formes.

Même si le peuple chinois doit encore souffrir, la stabilité du régime semble garantie pour encore quelques années. Il aurait tout le loisir de conduire les réformes nécessaires, mais certainement peu populaires. Les actuels dirigeants y perdraient des parcelles de pouvoir d'une part, et d'autre part cela entraînerait de profondes modifications de comportement. Cette ouverture serait source d'instabilités, et les risques d'implosion seraient grands. Le fameux titre du livre d'Alain Peyrefitte "Quand la Chine s'éveillera !", n'a jamais été autant d'actualité. Cette exclamation, sous forme d'une menace voilée au reste du monde, pourrait être adressée en ces termes aux autorités de Pékin : "Quand le peuple de Chine se réveillera !". Les autorités chinoises semblent bien avoir évalué les défis qu'elles vont devoir affronter.

## BIBLIOGRAPHIE

Philippe de Beauregard, Jean-Luc Domenach, François Godement, Michel Jan, François Joyaux, *La Chine face au monde : la stratégie chinoise, constantes et évolutions*. Robert Laffont.

François Guilbert, *Les enjeux de sécurité en Asie-Pacifique*. Relations Internationales et Stratégiques n° 27, 1997, page 55.

Valérie Niquet, *Les relations sino-japonaises, facteurs de crise et volonté d'apaisement*. Relations Internationales et Stratégiques n° 27, 1997, page 58.

Nathalie Hoffmann, *L'évolution de la perception des menaces par la république populaire de Chine, et ses répercussions sur la politique de défense du pays*. Relations Internationales et Stratégiques n° 27, 1997, page 66.

Frédéric Lasserre, *De la stratégie diplomatique au concept de région : représentation historique et conflit en mer de Chine du Sud*. Relations Internationales et Stratégiques n° 27, 1997, page 103.

Pierre Menanteau, *L'Asie-pacifique, un monde multipolaire*. Défense nationale, Octobre 1996, page 3.

Henri Eyraud, *Chine et Etats-Unis, face à face*, Défense nationale, Octobre 1996, page 19.

Chen Yan, *La Chine, de l'Empire à l'Etat nation : le prix de la transition*, Défense nationale, Avril 1996, page 88.

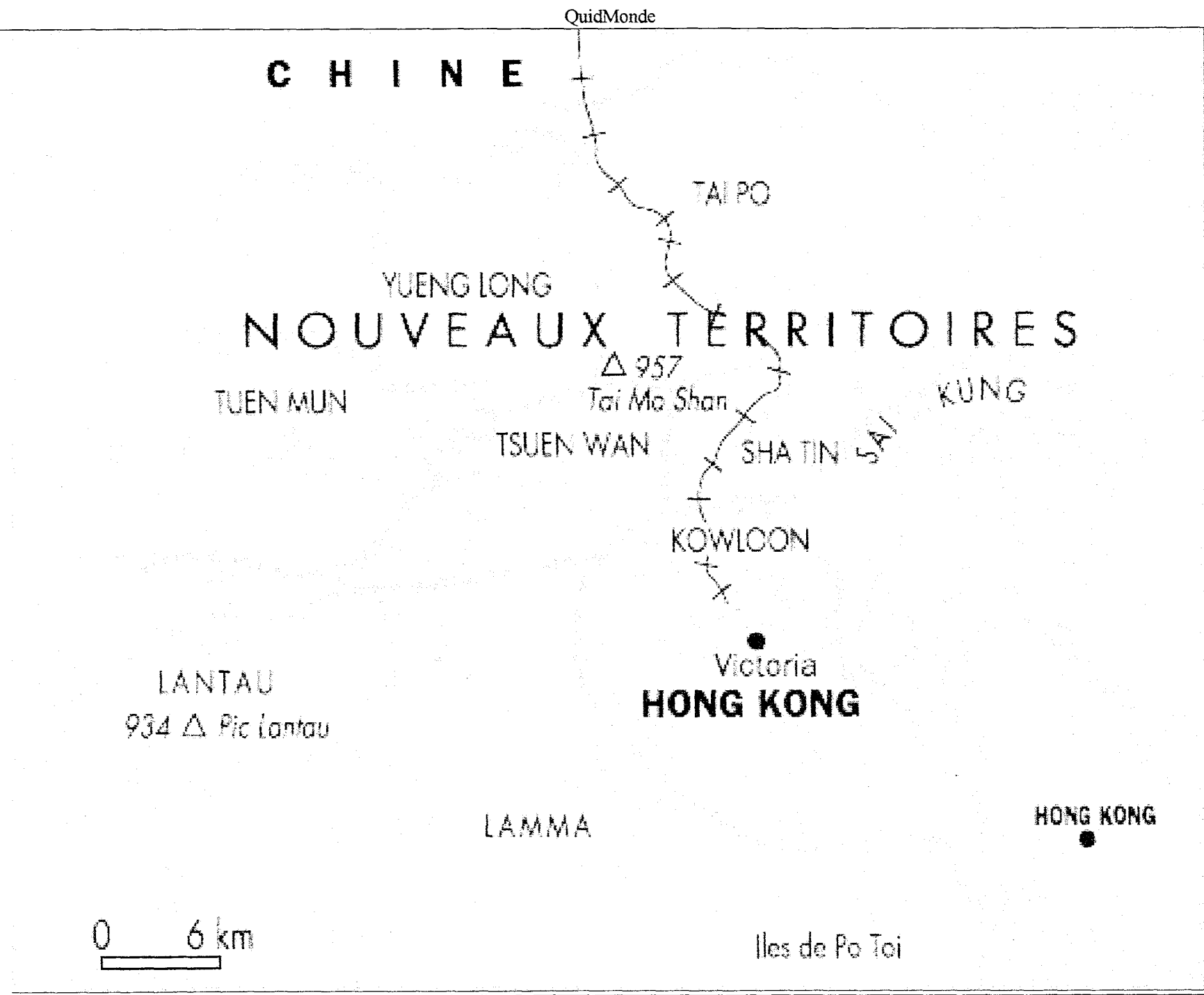
Wenrong Qian, *La sécurité de la région Asie-Pacifique*, Défense nationale, Avril 1996, page 97.

Dominique et Michèle Frémy, *Etats (Chine)*, QUID 1997, page 1146.

*Où va la Chine*, RAMSES 97, page 108.

*La Chine*, RAMSES 98, page 16.





2 000 ouvriers manifestent

## Les « maîtres » de la Chine grondent

Les statistiques officielles avouent dix millions d'employés ayant perdu leur travail. Selon d'autres sources, le chômage frappera 20 % des travailleurs des villes industrielles.



Le principal foyer de contestation ouverte se trouve dans les provinces du Nord-Est, limitrophes de la Sibirie et la Corée. (Photo Reuters)

**PÉKIN :**  
Jean LECLERC du SABLOU

Les ouvriers, leurs syndicats et la défense de leurs droits faisaient, hier, la « une » des journaux chinois. Mais la montée du mécontentement dans plusieurs centres industriels chinois est largement ignorée par la plupart des médias, qui sont contrôlés par le Parti communiste.

Quelques 2 000 employés d'une usine textile de Hebei, capitale de l'Anhui, province proche de Shanghai, ont manifesté lundi contre les mises à la retraite anticipées et les licenciements consécutifs à la fusion de

leur société avec un grand groupe textile. Cette fusion s'inscrit dans le programme de réforme des entreprises d'Etat, dont les deux tiers sont en faillite. Elle entraîne une réduction du personnel de 7 700 à 3 700 employés.

La semaine dernière, plusieurs centaines de conducteurs de tricycles ont protesté à Zichuan, dans la province du Sichuan, contre l'interdiction qui leur est faite de circuler dans le centre-ville. Selon l'organisation américaine Human Rights Watch, la police a fait usage de ses matraques et interpellé plusieurs dizaines de protestataires. Les autorités locales ont

affirmé qu'« aucun incident sanglant » n'est intervenu.

Dans toutes les villes de Chine, on constate une augmentation spectaculaire des moyens de transports individuels, bicyclettes, motocyclettes et petits taxis : autant d'emplois pour les ouvriers que les entreprises d'Etat ne peuvent plus payer. A Zhongqing, la plus grande ville industrielle de l'intérieur du pays, sur le fleuve Yang Tze, les petits marchands des rues profitent : un sur trois est un ouvrier licencié.

Récemment, plusieurs centaines d'employés placés en préretraite ont manifesté à Tayuan, capitale du Shanxi, au sud-ouest de Pékin : leurs pensions n'avaient pas été payées depuis six mois. Ils ont défilé pacifiquement devant le « club des ouvriers », transformé en centre commercial.

A Yinchuan, capitale de la petite province du Ningxia, en bordure du désert occidental, l'immeuble des syndicats a lui aussi fait peu nouer : il abrite un « centre de loisirs », avec restaurants, dancing et lanoké. Le principal foyer de fièvre ouvrière se trouve dans les provinces du Nord-Est, limitrophes de la Sibirie et de la Corée.

Quarante-quatre ans après l'armistice

## Corée : le dernier front de la « guerre froide »

Sous l'égide des Etats-Unis et de la Chine, Séoul et Pyongyang ont entamé, hier, à Genève des pourparlers pour parvenir à un traité de paix.

WASHINGTON : Jean-Jacques MÉVEL

Ce fut le premier champs de bataille de l'affrontement Est-Ouest. Cela reste le dernier front de la guerre froide : les deux Corées ennemies, les Etats-Unis et la Chine se sont retrouvés, hier, à une même table, après quarante-quatre ans, avec pour espoir de transformer le vieux armistice de Panmunjom en paix en bonne et due forme.

Entre Séoul et Pyongyang, les hostilités n'ont officiellement jamais cessé et les pourparlers à quatre engagés à Genève doivent finalement tourner la page sur la « guerre oubliée » et ses quatre millions de morts. Le mot de paix est prononcé, mais avec précaution : il s'agit, précise l'ordre du jour, « d'établir un régime de paix dans la péninsule coréenne » et d'aborder « les problèmes concernant la baisse de la tension » dans la région.

Après une aussi longue hibernation, il paraît presque étrange que les diplomates se remettent d'un seul coup à la tâche. Le fait nouveau est que la Corée

du Nord communiste, à bout de souffle, a renoncé à un préalable avancé depuis l'époque où Staline hantait le Kremlin, et invariablement rejeté par tous les présidents américains depuis Eisenhower : le retrait des troupes américaines de la péninsule. Au sud de la « DMZ », frontière la plus fortifiée du monde, 37 000 soldats de l'US Army restent en première ligne, face au million d'hommes de Kim Jong-il, le nouveau maître de Pyongyang.

### Un pas vers l'unification ?

La « discussion à quatre » lancée hier à Genève devrait s'étaler « sur une période d'au moins quelques années », disait prudemment un responsable américain il y a quelques jours. Il n'est pas exclu que des mesures de détente, comme le retrait de troupes de la « DMZ » ou l'ouverture de représentations diplomatiques, accompagnent les progrès de la négociation. Aujourd'hui, les deux Corées et leurs puissances tutélaires, les Etats-Unis et la Chine, ont tout intérêt à saisir l'occasion. Pour la

Corée du Nord, un traité de paix permettrait d'entretenir enfin des relations économiques surtout, à peu près normales avec le reste du monde : une série de révoltes catastrophiques a suffi à mettre à genoux ce modèle stalinien et à conduire 22 millions de Coréens au bord de la famine. La trêve ouverte qui a précédé Genève a déjà permis à Kim Jong-il d'obtenir des garanties sur l'aide alimentaire internationale et de faire financer, par les Japonais en particulier, la modernisation de son industrie nucléaire civile.

La Corée du Sud, partenaire parfois aussi intraitable, pourrait se remettre à espérer une réunification en douceur de la péninsule. Au sud de la DMZ, la crainte d'une attaque militaire lancée par les communistes n'a jamais disparu. Mais c'est surtout la peur d'un effondrement du régime de Pyongyang qui donne des sueurs froides à Séoul : le « dragon » coréen, aujourd'hui obligé de quêmer l'aide du FMI, n'a ni l'envie, ni les moyens de financer une réunification-catastrophe, dont l'exemple allemand ne serait-il-on qu'un pâle précé-

dent. La Chine, qui a pris plus que des distances avec le fils et successeur du « Dirigeant Suprême » Kim Il-song, voit confirmé avec éclat son rôle de puissance indispensable à la stabilité en Asie. Le vice-ministre des Affaires étrangères Tang Jiangxuan, qui la représente à Genève, était hier le plus euphorique : « C'est un bon début, dit-il, et nous avons toute raison de croire que nous viendrons au bout des difficultés. » Les Etats-Unis, enfin, gendarme de l'Extrême-Orient, tiennent l'occasion de tester leur nouvelle « relation stratégique » avec Pékin, en même temps qu'ils peuvent espérer voir disparaître l'abcès coréen. Pour anachronique qu'il puisse paraître, le face-à-face sur la « DMZ » resto au Pentagone une source constante de préoccupation : lorsque Washington a refusé la semaine dernière de signer la convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (en compagnie de la Corée du Nord), c'est la sécurité des 37 000 Américains postés du côté de Panmunjom qui a fourni l'ultime justification.

J.-J. M.

## La réunification à petits pas

Entre les deux Corées et les deux Allemagnes, il y a plus de différences que de ressemblances. Le gouvernement de Séoul n'avance donc qu'avec prudence.

Il y a dix-huit mois que Hyun Seung-il est parvenu à se réfugier en Corée du Sud. Mais cet ancien diplomate nord-coréen de 38 ans, continue de vivre un cauchemar : « Depuis ma défection en janvier 1996, je n'ai aucune nouvelle de ma fille qui en avait sept. »

PAR CHARLES  
LAMBROSCINI

Affecté en 1993 à l'ambassade de Corée du Nord, en Zambie, il avait depuis longtemps perdu toute illusion sur le régime de Pyongyang. Mais, ses enfants



**VENDREDI 12 DÉCEMBRE**